https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article4769

Revue de presse juridique territoriale

- Actualité -



Publication date: samedi 5 juillet 2014

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous droits réservés

Retrouvez la revue de presse du département juridique de SMACL Assurances

[1]

Administration et organisations territoriales

- La réforme de l'open data suppose une approche globale ! Pierre Desmarais

La semaine juridique, Edition Générale, n°18, 5 mai 2014, pages 887 à 889.

Circulation routière

- Voiture électrique : « A court terme, toute la profession devra être formée » Entretien de Pierre Steward

Jurisprudence Automobile, n°861, avril 2014, pages 19 à 21.

Vente d'alcool, état d'ivresse et accident de la circulation : une chaîne causale soumise à l'appréciation des juges,
 CA Paris, 2 juillet 2013, n°10/25138 Jean Gaston Moore

Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 31 à 32.

Comptabilité publique

La dispense de délai de recours en matière de travaux publics et la décision opposant la prescription quadriennale,
 CE, 6 décembre 2013, n°344062 Charles Froger

AJDA, n°17, 19 mai 2014, pages 993 à 996.

- Le nouveau régime de responsabilité du comptable	e public, u	n régime (qui ne	veut pas	révéler s	son nom	Mathilde
Kernéis Cardinet							

RFDA, mars avril 2014, pages 393 à 399.

Construction

- L'indemnisation des dommages immatériels consécutifs par les assureurs de construction Cyrille Charbonneau

Bulletin Lamy Assurances, n°216, mai 2014, pages 1 à 5.

 Les éléments d'équipement doivent être garantis par l'assurance dommages-ouvrage, Cass. 3Civ., 18 décembre 2013, n°13-11441 Caroline Cerveau-Colliard

Gazette du Palais, n°117, 27 mai 2014, pages 34 à 35.

- De quelques évidences sur la responsabilité des constructeurs François Xavier Ajaccio

Dictionnaire Permanent Assurances, bulletin mai 2014, pages 3 à 4.

Le bâtiment provisoire ne répare pas nécessairement l'ouvrage, Cass. 3Civ., 15 janvier 2014, n°11-28781
 Caroline Cerveau Colliard

Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 36 à 37.

Domaine des personnes publiques

 Une personne publique peut-elle introduire une demande indemnitaire en raison d'un préjudice engendré par l'occupation sans titre de son domaine public ?, CAA Marseille, 28 janvier 2014, n°11MA03449 Samuel
 Deliancourt

ſ	Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°3/14, pages 183 à 188.

- La responsabilité quasi délictuelle d'une collectivité territoriale est engagée en cas de vente d'une parcelle d	и
domaine public non préalablement déclassé, CAA Nancy, 10 juin 2013, n°12NC00341 Pierre Tifine	

Petites Affiches, n°89, 5 mai 2014, pages 15 à 17.

Droit des assurances

- Les assureurs face au contentieux : un remarquable exemple de déjudiciarisation Bernard Cerveau

Gazette du Palais, 27 avril 2014, pages 7 à 11.

 Les courtiers millionnaires, une course contre le temps pour les courtiers, les quatre chantiers en cours, les classements Thomas Baume

L'Argus de l'assurance, n°7360, 2 mai 2014, pages 37 à 45.

 Le rejet de la déclaration du risque constatée dans les conditions particulières du contrat d'assurance, Cass., 7 février 2014, n°12-85107 David Noguéro

Gazette du Palais, 27 avril 2014, n° 117, pages 13 à 19.

– La clause d'exclusion, pour être valable, doit se référer à des critères précis et à des hypothèses limitativement énumérées, Cass. 2Civ., 12 décembre 2013, n°12-29862 Bernard Cerveau

Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 21 à 23.

 L'application de la prescription de droit commun à l'action en nullité pour dol d'un accord sur indemnisation après sinistre, Cass. 2Civ., 16 janvier 2014, n°13-10134 David Noguéro

Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 23 à 25.

- L'assurance pour compte suppose une volonté caractérisée des deux parties au contrat d'assurance, Cass. 2Civ.,

16 ia	anvier 2014.	n°12-29647 Xavier	Leduc
-------	--------------	-------------------	-------

Gazette du Palais, 17 avril 2014, n°117, pages 25 à 27.

Fausse déclaration des risques : la deuxième chambre civile a retenu la leçon !, Cass. 2Civ., 6 mars 2014,
 n°13-12136 Maud Asselain

RGDA, n°5, mai 2014, pages 261 à 262.

 L'assureur n'a pas de recours contre une personne qui, en tant que gardien temporaire du véhicule garanti, a pris la qualité d'assuré, Cass. 2Civ., 27 mars 2014, n°13-13492 James Landel

RGDA, n°5, mai 2014, pages 270 à 271.

- Faute intentionnelle : assurée poussant volontairement la victime dans les escaliers d'un immeuble, Cass. 2Civ., 6 février 2014, n°13-10160 **Hubert Groutel**

Responsabilité civile et assurances, revue LexisNexis, mai 2014, pages 33 à 34.

- Fausse déclaration intentionnelle : La fin des déclarations de risques pré-rédigées ? Sabine Abravanel Jolly

Jurisprudence Automobile, n°861, avril 2014, pages 32 à 34.

- Point de départ du délai de prescription en assurance de protection juridique : la Cour de cassation affine sa jurisprudence, Cass. 2Civ., 6 mars 2014, n°13-11642 **Anne Pélissier**

RGDA, n°5, mai 2014, pages 283 à 284.

 De la connaissance par le souscripteur du défaut de permis de conducteur et de son opposabilité au souscripteur victime ou à ses ayants droit : la Cour de cassation persiste et signe, Cass. Crim., 7 janvier 2014, n°12-86070
 Michel Ehrenfeld

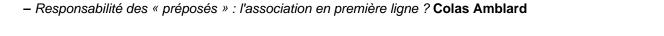
Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 28 à 30.

– En assurance de bien, le montant de l'indemnité d'assurance est fixé par le contrat d'assurance, Cass. 2Civ., 27 mars 2014, n°13-14354 James Landel
RGDA, n°5, mai 2014, pages 263 à 264.
– La qualification du risque commande le taux de la taxe d'assurance Lionel Ray
Jurisprudence automobile, n°861, avril 2014, pages 42 à 45.
 La direction du procès par l'assureur ne vaut pas garantie du sinistre, Cass. 3Civ., 29 janvier 2014, n°12-27919 Caroline Cerveau Colliard
Gazette du Palais, 27 avril 2014, n°117, pages 33 à 34.
 Contrat d'assurance et compétence du juge administratif, CAA Nancy, 3 février 2014, n°12NC00650 Guillaume de la Taille
AJDA, n°16, 5 mai 2014, pages 900 à 902.
 Protection juridique / la PJ plaide sa cause / action de groupe : les assureurs sont prêts Sébastien Acedo
L'Argus de l'assurance, n°7362, 16 mai 2014, pages 34 à 40.
– Les assurances obligatoires en immobilier dans la loi Alur Céline Rondey
Bulletin n°236, Dictionnaire Permanent, mai 2014, pages 1 à 3.
– La déclaration de risques en questions, Cass. Mixte, 7 février 2014
Recueil Dalloz, n°18, 15 mai 2014, pages 1074 à 1081.

Droit civil

 La mise en œuvre de la responsabilité du garagiste : double présomption de faute et de causalité, Cass. 1Civ., 5 février 2014, n°12-23467 Anne Laure Fabas-Serlooten
Petites Affiches, n°79-80, 21 avril 2014, pages 12 à 17.
– Majeurs protégés et autorité parentale
Petites Affiches, n°97, 15 mai 2014, pages 6 à 11.
 Dégradations : indemnisation du bailleur malgré l'existence d'un trouble mental du locataire, CA Nancy, 20 février 2014, n°12/02812 Béatrice Vial Pedroletti
Loyers et copropiété, Revue LexisNexis, mai 2014, pages 17 à 18.
– L'indemnisation due en cas de manquement par le médecin à son devoir d'information Geneviève Viney
La semaine juridique, Edition Générale, n°19, 12 mai 2014, pages 939 à 941.
 Incendie provoqué par le fait d'autrui : quelles responsabilités ?, Cass. 2Civ., 6 février 2014, n°13-10889 Louis Perdrix
La semaine juridique, Edition Générale, n°18, 5 mai 2014, pages 897 à 900.
 Le préjudice né du défaut d'information médicale : l'infléchissement de la cour de cassation, Cass. 1Civ., 23 janvier 2014, n°12-22123 Farida Arhab-Girardin
RDSS, n°2/2014, mars avril 2014, pages 295 à 306.
- Accueil de loisirs : pas de changement dans les taux Michel Lulek

sociations mode d	'emploi, n°159,	mai 2014, pag	ge 28.		



Associations mode d'emploi, n°159, mai 2014, page10 à 11.

Droit pénal

- La gestion du risque pénal par les décideurs locaux Yves Mayaud

Source: Revue Lamy des Collectivités Territoriales, n°100, avril 2014, pages 23 à 30.

Fonction publique

 A quelles conditions un accident dont est victime un agent public alors qu'il quitte son travail en avance peut être regardé comme un accident de trajet?, CE, 17 janvier 2014, n°352710 Claire Legras

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°3/14, pages 194 à 203.

 L'accident de trajet n'est pas exclu en cas de départ anticipé du service, même non autorisé, CE, 17 janvier 2014, n°352710

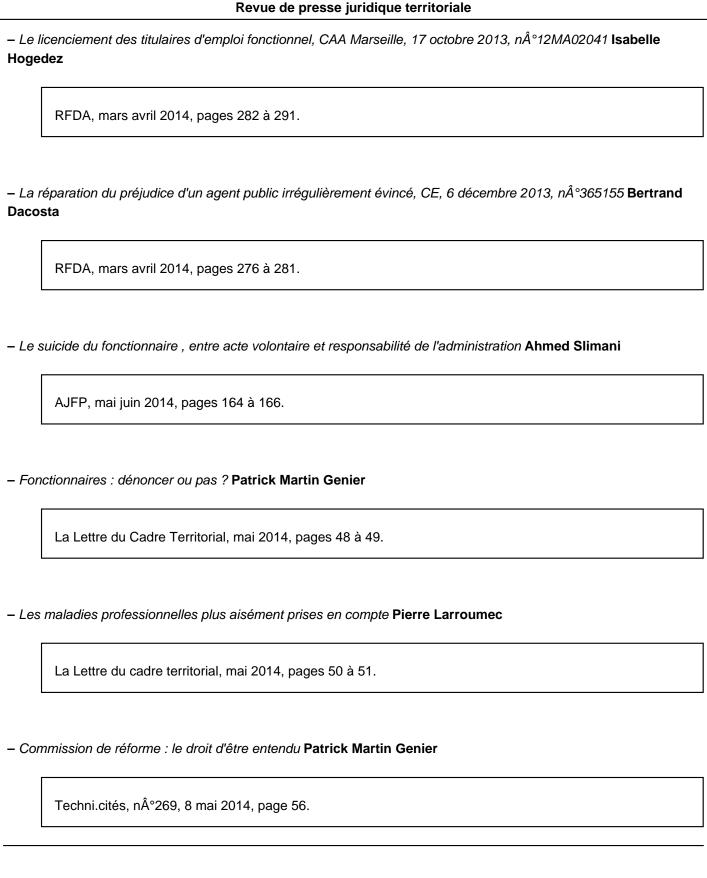
AJFP, mai juin 2014, pages 157 à 158.

- Le détachement des fonctionnaires territoriaux

La Gazette, 28 avril 2014, pages 60 à 61.

- Accorder des délégations aux adjoints et aux agents Juliette Vielh

La Gazette, 12 mai 2014, pages 54 à 55.



Gestion des risques

- L'assurance au risque de la réputation Marie Christine Lanne

Risques, n°97, pages 83 à 87.	

- L'E-réputation Marc Lesieur

Risques, n°97, pages 76 à 81.

Informatique et libertés

- Liberté d'expression du salarié connecté Gautier de Malafosse

Juris Association, 1er mai 2014, n°498, pages 21 à 24.

Marchés publics

- Quelles sanctions contre un acheteur un peu trop bavard ? Emmanuelle Maupin

Techni.cités, n°268, 23 avril 2014, pages 46 à 47.

- La contestation de la validité du contrat ouverte à tous les tiers Bertrand Dacosta

Le Moniteur, 25 avril 2014, pages 40 à 42.

- Négociation : la fin de la diabolisation ? Etienne Amblard

Le Moniteur, 2 mai 2014, pages 42 à 43.

- Extension des voies de recours Jérôme Michon

La Gazette, 21 avril 2014, pages 54 à 56.

- Modification du CCAG « Travaux » : un moindre mal Dominique Fausser

Lettre du Cadre Territori	ial, mai 2014, page	es 57 à 59.		

Revue de presse juridique territoriale	
 L'examen des candidatures : du pilonnage à la frappe chirurgicale Arnaud Marchand 	
Le Moniteur, 23 mai 2014, pages 50 à 51.	
 Directive n°2014/23UE du 26 février 2014 sur l'attribution des contrats de concession, contentieux et risque pér Rodolphe Mésa 	nal .
La semaine juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°18-19, 5 mai 2014, pages 37 40.	'à
Pouvoirs de police - L'accueil des gens du voyage par les communes de moins de 5000 habitants Etienne Colson	
Droit Administratif, Revue LexisNexis, mai 2014, pages 51 à 52.	
- Bruits nocturnes, nuits blanches des maires Robert Hanicotte	
La semaine juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°17, 28 avril 2014, pages 36 à 40.	à
– Les ordonnances Dieudonné : séparer le bon grain de l'ivraie, CE, 9 janvier 2014, n°374508 Jacques Petit	

AJDA, n°15, 21 avril 2014, pages 866 à 875.

La vie communale et départementale, n°1026B, mai 2014, pages 1 à 17.

- Les pouvoirs de police du maire après la publication des lois MAPAM et ALUR

- Le maire et la gestion des sols pollués France Charbonnel

Le Courrier des Maires, n°279, mai 2014, pages 37 à 40.	

- Accident de plongeon : la signalisation	d'une plate-forme flottante en que	estion, CE,	19 novembre 2013,	n°352955
Jean-Pierre Vial				

Petites Affiches, nâ°85, 29 avril 2014, pages 10 à 14.

Procédure administrative

- Le défenseur des droits : des garanties procédurales qui jalonnent l'enquête jusqu'aux sanctions Safya Akorri

RLDA, n°93, mai 2014, pages 120 à 124.

Procédure civile

- La nouvelle action de groupe Vincent Rebeyrol

Recueil Dalloz, 1er mai 2014, n°16, pages 940 à 946.

- L'action de groupe « à la française » est née

Lionel Miniato - Source: RLDC, n°115, mai 2014, pages 65 à 67.

Procédure pénale

 Chronique de l'accès intégral au dossier pénal – A propos de l'examen de la loi portant transposition de la directive n°2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales Emmanuel
 Dupic

Gazette du Palais, n°136, 16 mai 2014, pages 11 à 13.

Protection des élus

- La protection fonctionnelle des élus Christophe Guettier

Revue Lamy des Collectivités Territoriales, n°100, avril 2014, pages 16 à 22.

Responsabilité administrative

- L'insuffisance de moyens dans le droit de la responsabilité administrative Pierre Edouard du Cray

Droit Administratif, revue LexisNexis, mai 2014, pages 11 à 18.

Services publics

- Loi « Maptam » : Les éclaircissements sur les services communs Anne Gardère

La Gazette, 26 mai 2014, pages 52 à 54.

- Loi MAPAM et Métropole : le diable se niche dans les détails Yvon Goutal

Revue Lamy des Collectivités Territoriales, n°100, avril 2014, pages 50 à 53.

Urbanisme

 Contrôle par le maire des conditions d'accessibilité d'un terrain par les services d'incendie et de secours, CE, 20 février 2014, n°356571

AJDA, n°17, 19 mai 2014, pages 996 à 999.

- Le préfet est-il toujours compétent pour délivrer le permis de construire un bâtiment que l'Etat va occuper alors

Revue de presse juridique territoriale				
même qu'il n'en sera pas propriétaire ?, CE, 5 février 2014, n°366208 Frédéric Aladjidi				
Bulletin de jurisprudence de droit de l'urbanisme, 2/2014, pages 117 à 121.				
- L'opposition tardive à déclaration préalable Damien Dutrieux				
La semaine juridique notariale et immobilière, n°20, 16 mai 2014, pages 35 à 37.				
 L'appréciation rigoureuse du titre recognitif de servitude, Cass. 3 civ., 26 novembre 2013, n°11-28042 Vincent Vendrell 				
Petites Affiches, n°83, 25 avril 2014, pages 11 à 14.				
– Loi Alur : alerte sur le COS ! Jean Baptiste Ollier				
La Lettre du cadre territorial, mai 2014, pages 54 à 56.				
– Loi Alur : un urbanisme rénové ? Philippe Peynet				
Les cahiers juridiques de la Gazette, n°174, mai 2014, pages 12 à 14.				
– La loi « Alur » et les droits de préemption publics Elise Carpentier				
RDI, n°5, mai 2014, pages 240 à 250.				
– Infraction d'urbanisme : action du maire				
La vie communale et départementale, n°1026, pages 137 à 140.				



	Revue de	presse	iuridique	territoriale
--	----------	--------	-----------	--------------

[1] Photo : © Johanna Goodyear